

## TABLE DES MATIERES

### Première partie. Les élections municipales

#### Chapitre 1. Les électeurs

- I. Conditions pour être électeur
- II. L'inscription sur les listes électorales
  - A. Sur quelle liste électorale ?
  - B. Dans quelles conditions ?
  - C. L'inscription en dehors des périodes de révision
  - D. La tenue des listes électorales
  - E. Le contrôle des inscriptions sur les listes électorales
  - F. La communication des listes électorales
  - G. Les cartes électorales

#### Chapitre 2. Les candidats

- I. Conditions pour être éligibles, inéligibilités et incompatibilités
  - A. Conditions d'éligibilité
  - B. Les inéligibilités
  - C. Les incompatibilités
- II. Non-cumul des mandats électifs
- III. La déclaration de candidature
  - A. Modalités pratiques
  - B. Quels sont les délais à respecter ?
  - C. Le cautionnement
- IV. Nombre de conseillers municipaux élus

#### Chapitre 3. La campagne électorale

- I. Financement et plafonnement des dépenses électorales
  - A. Plafonnement des dépenses électorales
  - B. Transparence du financement
  - C. Contrôle et sanctions
  - D. Les dépenses électorales des candidats sont forfaitairement remboursées par l'Etat
- II. La propagande électorale
  - A. L'affichage
  - B. Les réunions
  - C. Les circulaires (ou professions de foi)
  - D. Les bulletins de vote
  - E. La diffusion des bulletins et des circulaires
  - F. Prise en charge par l'Etat des frais de propagande
  - G. Moyens de communication prohibés

#### Chapitre 4. Le scrutin

- I. Les modes de scrutin
  - A. Dans les communes de moins de 3 500 habitants
  - B. Dans les communes de 3 500 habitants et plus
  - C. Exemples
- II. Le déroulement du scrutin
  - A. Le bureau de vote

- B. Le vote
  - C. Le dépouillement
  - D. Le contrôle des opérations de vote
- III. Le contentieux électoral
- A. Qui peut agir ?
  - B. La procédure et ses conséquences
  - C. Les principales irrégularités sanctionnées

## **Deuxième partie. Conseil municipal, maire et adjoints**

### **Chapitre 1. La mise en place du conseil municipal**

- I. L'installation du conseil municipal
- II. L'élection du maire et des adjoints
  - A. Qui est éligible ?
  - B. Le déroulement du scrutin
  - C. Contentieux électoral

### **Chapitre 2. Le fonctionnement du conseil municipal**

- I. Les séances
  - A. Convocation et périodicité
  - B. Déroulement des séances
- II. Les commissions et comités consultatifs
  - A. Les commissions d'étude et d'instruction
  - B. La commission d'appel d'offres
  - C. La commission consultative des services publics locaux
  - D. La commission pour l'accessibilité des personnes handicapées
  - E. Les comités consultatifs

### **Chapitre 3. Les attributions du conseil municipal**

- I. Le conseil municipal a une compétence générale de principe
  - A. Le principe de territorialité
  - B. L'intérêt à agir
- II. Principaux pouvoirs du conseil municipal
  - A. Le pouvoir de décision
  - B. Le pouvoir de proposition
- III. Droits des conseillers municipaux
  - A. Le droit d'être informé
  - B. Le droit de questionnement
  - C. Les élus de l'opposition
  - D. Les groupes d'élus
  - E. La mission d'information et d'évaluation

### **Chapitre 4. Les pouvoirs du maire et des adjoints**

- I. Pouvoirs du maire
  - A. Le maire exécute les décisions du conseil municipal
  - B. Le maire agit par délégation du conseil municipal
  - C. Le maire dispose de pouvoirs propres
  - D. Le maire est le représentant de l'Etat dans la commune
- II. Les pouvoirs des adjoints

- A. Les pouvoirs tirés d'une délégation
- B. Les pouvoirs liés à l'empêchement du maire
- III. Les pouvoirs de certains fonctionnaires

## **Chapitre 5. Le contrôle des autorités communales**

- I. Le contrôle sur les personnes
  - A. La démission "d'office" d'un conseil municipal
  - B. La dissolution du conseil municipal
  - C. La suspension et la révocation du maire et des adjoints
- II. Le contrôle sur les actes
  - A. Le contrôle préfectoral
  - B. Le contrôle juridictionnel

## **Chapitre 6. La démocratie locale**

- I. Le développement de la proximité
  - A. La mise à disposition de locaux
  - B. Les services de proximité
  - C. Les conseils de quartier
- II. Le droit d'être informé
  - A. L'information sur le budget et les comptes
  - B. L'information sur les actes à caractère réglementaire
  - C. L'information sur l'exploitation des services publics délégués
  - D. La possibilité de consultation ou d'obtenir communication de documents
- III. Le droit de participer à la vie locale
  - A. Le référendum décisionnel
  - B. La consultation des électeurs

# **Troisième partie. Le statut de l'élu**

## **Chapitre 1. Autorisations d'absence et crédits d'heures**

- I. Autorisations d'absence
  - A. Quelles sont les absences ouvrant droit à autorisation ?
  - B. Prise en charge forfaitaire par la commune  
des conséquences pécuniaires des absences de l'élu
- II. Le crédit d'heures trimestriel
  - A. Cadre général
  - B. Modalités d'application

## **Chapitre 2. Garanties accordées aux élus dans leur activité professionnelle**

- I. Garanties spécifiques à certains élus salariés
  - A. Non discrimination
  - B. Le droit à la suspension du contrat de travail  
et le droit à la réintégration dans l'emploi
  - C. Le cas particulier des élus fonctionnaires
- II. L'allocation différentielle de fin de mandat

## **Chapitre 3. Indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions municipales**

- I. Les indemnités de fonctions
  - A. Nature juridique des indemnités des fonctions
  - B. Bénéficiaires d'indemnités de fonctions
  - C. Montant des indemnités de fonctions
  - D. Possibilités de majoration des indemnités de fonction
  - E. Possibilité de bénéficié de ressources intercommunales
  - F. Réglementation du cumul des indemnités de fonctions et de rémunération
  - G. Régime fiscal des indemnités de fonctions
  - H. Saisissabilité limitée des indemnités de fonctions
  - I. Non-soumission à l'URSSAF des indemnités de fonctions
- II. Le remboursement des frais engagés
  - A. Les frais de missions et de représentation
  - B. Les autres frais

## **Chapitre 4. Le droit à la formation**

- I. Cadre général
- II. Prise en charge des frais de formation
  - A. Le remboursement des frais de formation
  - B. La compensation de la perte de revenus
- III. Dispositions particulières aux élus salariés
- IV. Le cas des voyages d'études

## **Chapitre 5. La protection sociale**

- I. La protection en cas d'interruption de l'activité professionnelle
- II. La protection en cas de poursuite de l'activité professionnelle

## **Chapitre 6. La retraite**

- I. Dispositions communes aux différents régimes de retraite des élus
- II. Affiliation des élus à un régime de retraite complémentaire
- III. Règles applicables aux élus qui poursuivent leur activité professionnelle parallèlement à leur mandat
- IV. Règles applicables aux élus qui abandonnent leur activité professionnelle pour se consacrer à leur mandat

## **Chapitre 7. Les attributions de fonctions**

- I. Le costume de maire
- II. L'écharpe de maire
- III. L'insigne officiel
- IV. La carte d'identité de maire ou d'adjoint
- V. La cocarde tricolore

## **Chapitre 8. La responsabilité civile et pénale de l' élu**

- I. La responsabilité civile
  - A. Envers la commune
  - B. Envers les tiers
- II. La responsabilité pénale
  - A. Les infractions mettant en cause l'intérêt personnel de l' élu
  - B. Les infractions non intentionnelles
  - C. L'évolution de la jurisprudence et de la loi en matière de délit d'imprudance

- : vers une tendance à l'apaisement ?
- D. Vers une évolution plus globale ?

## **Chapitre 9. La protection civile et pénale de l'élu**

- I. La garantie civile de la commune
- II. La protection pénale de l'élu
  - A. L'aggravation des sanctions
  - B. La protection de la commune contre les violences, menaces ou outrages

## **Chapitre 10. La fin du mandat**

- I. La démission volontaire
- II. La démission d'office
- III. La précarité du statut d'adjoint
- IV. L'honorariat

# **Quatrième partie. Le personnel communal**

## **Chapitre 1. Le cadre de cohérence national**

- I. L'unité de la fonction publique territoriale
  - A. Soumission des fonctionnaires territoriaux à un même statut général
  - B. Organisation de la fonction publique territoriale en cadres d'emploi
- II. Une relative analogie avec la fonction publique d'Etat
  - A. Recrutement généralisé sur concours
  - B. Distinction du grade et de l'emploi
  - C. Equivalence des rémunérations avec celle des fonctionnaires d'Etat

## **Chapitre 2. La libre administration des collectivités locales**

- I. La création des emplois
- II. La possibilité de recruter des agents non-titulaires
- III. La reconnaissance d'emplois à caractère politique : les emplois fonctionnels
  - A. Quels sont les emplois concernés ?
  - B. Modalités de la décharge
- IV. Le maire, chef du personnel communal
- V. L'aide apportée aux communes par les centres de gestion
  - A. Affiliation
  - B. Composition
  - C. Attributions
  - D. Financement
- VI. Les évolutions récentes
  - A. Rendre la fonction publique plus attractive
  - B. Recentrer la fonction publique sur ses métiers
  - C. Donner plus de souplesse à la gestion des ressources humaines

# **Cinquième partie. Les domaines d'intervention de la commune**

## **Chapitre 1. L'exercice des compétences dévolues par l'Etat**

## **Chapitre 2. La police municipale**

**Chapitre 3. L'enseignement**

**Chapitre 4. La voirie, la circulation et les transports**

**Chapitre 5. La distribution d'eau potable**

**Chapitre 6. L'assainissement**

**Chapitre 7. La collecte et le traitement des déchets**

**Chapitre 8. Les pompes funèbres et les cimetières**

**Chapitre 9. L'énergie**

**Chapitre 10. La communication audiovisuelle  
et les communications électroniques**

**Chapitre 11. L'urbanisme et le patrimoine**

**Chapitre 12. L'action sociale**

**Chapitre 13. Sports, culture et loisirs**

**Chapitre 14. L'intervention dans le domaine économique**

**Chapitre 15. La lutte contre la pollution de l'air**

**Chapitre 16. Le domaine public communal**

**Chapitre 17. Les marchés publics**

## **Sixième partie. La gestion des services publics communaux**

**Chapitre 1. Les modes de gestion des services publics locaux**

I. La gestion directe

A. La régie directe

B. Régie autonome et régie personnalisée

II. La gestion déléguée

A. La délégation de service public : DSP

B. Les contrats dans lesquels le risque est supporté  
principalement par la commune

C. La gestion par un établissement public

III. Les contrats de partenariat

A. Les contrats de partenariat ne peuvent être conclus  
que sous certaines conditions

B. Les contrats de partenariat comportent des clauses obligatoires

IV. Gestion publique ou gestion privée ?

**Chapitre 2. Les services publics locaux et leurs usagers**

- I. Les droits des usagers : continuité, égalité, transparence
  - A. Le principe de continuité
  - B. Le principe d'égalité
  - C. Le principe de transparence
- II. La tarification des services publics locaux
  - A. La tarification proportionnelle
  - B. La tarification binôme
  - C. La tarification forfaitaire
  - D. La tarification "sociale"

## **Septième partie. Le budget communal**

### **Chapitre 1. Quelques définitions**

- I. Définition du budget
- II. Budget primitif, budget supplémentaire, décisions modificatives et compte administratif

### **Chapitre 2. Les grands principes budgétaires**

### **Chapitre 3. La structure du budget**

- I. La section de fonctionnement
  - A. Les dépenses de fonctionnement
  - B. Les recettes de fonctionnement
- II. La section d'investissement
  - A. Les principales dépenses d'investissement
  - B. Les recettes d'investissement

### **Chapitre 4. L'adoption et l'exécution du budget**

### **Chapitre 5. L'analyse budgétaire**

- I. Eléments de méthodologie pour une analyse budgétaire
  - A. Quels documents utiliser ?
  - B. L'analyse des dépenses et recettes de fonctionnement
  - C. L'analyse des dépenses et des recettes d'investissement
  - D. La trésorerie
- II. Quelques questions induites par l'analyse budgétaire
  - A. Le financement du fonctionnement des services
  - B. La gestion des services
  - C. La fiscalité
  - D. Les investissements
  - E. La préparation de l'avenir

### **Chapitre 6. Le contrôle budgétaire**

- I. La procédure du contrôle
- II. Les cas de contrôle

### **Chapitre 7. La comptabilité communale**

- I. Des documents budgétaires remaniés

- A. L'amortissement
  - B. Les provisions
  - C. L'affectation des résultats
- II. Des procédures budgétaires modernisées
- III. Une présentation plus lisible du budget

## **Huitième partie. La coopération intercommunale**

### **Chapitre 1. Les grands principes de la coopération intercommunale**

### **Chapitre 2. Présentation de la loi du juillet relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale**

#### Introduction

- I. Une nouvelle étape de la décentralisation
  - A. Le nouveau paysage institutionnel repose sur trois formules juridiques
  - B. La transformation des EPCI
  - C. Simplification et harmonisation des règles de fonctionnement des EPCI
- II. La loi constitue la deuxième phase de la réforme de la taxe professionnelle
- III. La loi met en place les outils décentralisés de la politique d'aménagement durable du territoire

### **Chapitre 3. Dispositions communes aux établissements publics de coopération intercommunale**

- I. Règles générales
  - A. Création
  - B. Organisation et fonctionnement
- II. Organes et fonctionnement
  - A. Organes
  - B. Fonctionnement
- III. Démocratisation et transparence
- IV. Conditions d'exercice des mandats locaux des membres des conseils ou comités
  - A. Indemnités de fonctions
  - B. Frais de déplacement
  - C. Autorisations d'absences et crédit d'heures
  - D. Compensation des pertes de revenus
  - E. Garanties accordées aux élus
  - F. Autres dispositions
- V. Modifications statutaires
  - A. Extension de compétences
  - B. Extension de périmètre
  - C. Retrait d'une commune d'un EPCI
  - D. Modifications statutaires diverses
- VI. Modification du nombre de sièges
- VII. Dissolution
- VIII. Transformation
- IX. Commission départementale de la coopération intercommunale
- X. Information et participation des habitants
- XI. Dispositions diverses
  - A. Prestations de services assurées par un EPCI
  - B. Situation de certains personnels
  - C. Gestion directe de services publics
  - D. Facturation de l'utilisation d'équipements collectifs



- E. Décisions concernant une seule commune
- F. Disparition d'un syndicat

## **Chapitre 4. La communauté de communes**

- I. Définition
- II. Création
- III. Le conseil de la communauté de communes
  - A. Sièges
  - B. Mandats
- IV. Compétences
  - A. Groupes de compétences obligatoires
  - B. Compétences optionnelles
- V. Conséquences des transferts de compétences
  - A. Sur l'appartenance des communes à un autre EPCI
  - B. En matière patrimoniale
  - C. Sur la répartition des sièges
- VI. Dispositions financières et fiscales
  - A. Droit commun
  - B. Dotation globale de fonctionnement bonifiée
- VII. Modifications statutaires
  - A. Réduction du périmètre
  - B. Autres modifications statutaires
- VIII. Dissolution

## **Chapitre 5. La communauté d'agglomération**

- I. Définition
- II. Création
- III. Le conseil de la communauté d'agglomération
  - A. Sièges
  - B. Mandats
- IV. Compétences
  - A. Dispositions générales
  - B. Compétences obligatoires
  - C. Compétences optionnelles
  - D. Aide sociale pour le compte du département
  - E. Dispositions propres aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin
  - F. Modalités d'exercice des compétences de la communauté d'agglomération
  - G. Conséquences des transferts de compétences
- V. Extension du périmètre
- VI. Les recettes communautaires
- VII. Dissolution

## **Chapitre 6. La communauté urbaine**

- I. Définition
- II. Création
- III. Le conseil de la communauté urbaine
  - A. Sièges
  - B. Mandats
- IV. Compétences
  - A. Le nouveau régime des communautés urbaines
  - B. Cas des communautés urbaines existant antérieurement

à la date de la promulgation de la loi

- V. Conséquences des transferts de compétences
  - A. Sur l'appartenance des communes à d'autres EPCI
  - B. En matière patrimoniale
  - C. Sur la composition du conseil de communautés
- VI. Extension du périmètre
- VII. Les recettes communautaires
- VIII. Dissolution

## **Chapitre 7. Les structures de la coopération intercommunale de forme associative**

- I. Les syndicats de communes
  - A. Les syndicats à vocation unique (SIVU)
  - B. Les syndicats de communes à vocation multiple (SIVOM)
- II. Les syndicats mixtes

## **Neuvième partie. Les communes à statut particulier**

### **Chapitre 1. Paris**

- I. Les conseils d'arrondissement
  - A. Découpage électoral
  - B. Attributions
  - C. Le maire d'arrondissement
- II. Le Conseil de Paris
- III. Le maire et les adjoints

### **Chapitre 2. Marseille et Lyon**

### **Chapitre 3. Les villes nouvelles**

- I. La réforme de
- II. Le fonctionnement du Syndicat d'Agglomération Nouvelle
- III. Les attributions du SAN
- IV. Les finances du SAN
- V. Transformation en communauté d'agglomération

## **Dixième partie. Les partenaires de la commune**

### **Chapitre 1. Le département**

- I. Les structures du département
  - A. Le conseil général
  - B. Le président du conseil général
  - C. La commission permanente
- II. Les attributions du département
  - A. Voirie et transports
  - B. L'action sociale
  - C. L'enseignement
  - D. L'action économique
  - E. Culture et tourisme

## **Chapitre 2. La région**

- I. Les structures de la région
  - A. Le conseil régional
  - B. Le président du conseil régional
  - C. La commission permanente
  - D. Le bureau
  - E. Le conseil économique et social régional (CESR)
- II. Les attributions de la région
  - A. Planification et aménagement du territoire
  - B. L'enseignement, la formation et l'apprentissage
  - C. Les transports
  - D. Le soutien à l'activité économique

## **Chapitre 3. La représentation de l'Etat au niveau locale**

- I. Le préfet
  - A. Le préfet, représentant de l'Etat
  - B. Le préfet, chef des services extérieurs de l'Etat dans le département
  - C. Le rôle du préfet en matière économique, financière et sociale
  - D. Les collaborateurs du préfet
- II. Les services extérieurs de l'Etat
  - A. La direction départementale de l'Équipement (DDE)
  - B. La direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF)
  - C. La direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS)